

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 19/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STATION D'EPURATION DE GRACES**

ZI de Grâces  
22200 GRÂCES

Code AIOT : 0005503338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 de station d'épuration de Grâces implantée dans la zone industrielle à GRÂCES (22200). L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection conjointe avec la DDTM, consiste à:

- vérifier la mise en place d'actions correctives suite aux non-conformités observées lors de la visite de 2023;
- faire le point sur la gestion de boues de station vers les sites extérieurs;
- faire le point sur la situation administrative du site;
- vérifier les actions mise en place suite aux dysfonctionnements rencontrés en 2024 et début 2025 sur le clarificateur et signalés par l'exploitant au service d'inspection;
- partager les pratiques d'inspection avec les agents la DDTM chargés du suivi des stations urbaines et des réseaux

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STATION D'ÉPURATION DE GRÂCES
- ZI de Grâces - 22200 GRÂCES
- Code AIOT : 0005503338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de communes de Guingamp Paimpol Agglomération exploite, au titre des

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous la rubrique 2752 les stations de traitement (step) de Grâces et de Pont Ezer. La première est destinée essentiellement au traitement des eaux usées d'installations classées autorisées des zones industrielles de Grâces, Pont-Nevez, de Kerprat et de Bellevue, la seconde aux effluents urbains de Guingamp, Grâces, Plouisy, Ploumagoar, Pabu Sud et Saint-Agathon.

Le fonctionnement des installations de la station d'épuration mixte de Grâces est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juin 2016 au titre de la rubrique ICPE n° 2752.

**Contexte de l'inspection :**

- dysfonctionnements de la station liés à des équipements défectueux.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 - Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des boues	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 1.5.1 et 5.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Programme de surveillance du plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 5.2.10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 4.3.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
7	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 2.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
8	Analyse des risques de défaillance	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 4 Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 8.1.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 8.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 4.3.8 et 4.3.9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration est globalement bien tenue et suivie par du personnel qualifié (agents d'exploitation GPA et agents de délégation d'exploitation SUEZ).

Les rejets respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation.

Les charges entrantes autorisées dans la station sont respectées. Toutefois, on note des non-conformités sur le poste de relèvement, avec l'absence d'enregistrement du trop plein rejeté au milieu en entrée de station.

Les rendements épuratoires sont bons et les autocontrôles sont réglementairement suivis.

Les points de non-conformités observés lors de la précédente inspection ont été pris en compte et corrigés.

Les équipes ont dû faire face à des charges hydrauliques assez exceptionnelles en début 2025 ainsi qu'à la panne de la vis d'extraction du bassin tampon. Les équipes ont effectué des ajustements des paramètres de fonctionnement et une surveillance renforcée qui ont permis de stabiliser la situation. La vis sera remise en service au courant du mois de mars.

Afin de consolider la prévention d'accident/incident, il est demandé à l'exploitant d'établir une analyse des risques de défaillance des équipements et des modes opératoires.

Enfin, face à une installation vieillissante, l'exploitant devra effectuer un audit sur l'intégrité des ouvrages.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité autorisée			
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature			
Rubrique	Désignation des installations telle en fonction des critères de la nomenclature ICOE	Capacité	Régime
2752	Station d'épuration mixte ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 EH,	5 270 Kg DBO <sup>5</sup> soit 87 833 EH	Autorisation
<b>Constats :</b> L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juin 2016 fixe la Charge entrante à 5 270 kg de DBO <sup>5</sup> par jour pour un volume de référence entrant de 4 500 m <sup>3</sup> par jour. Il s'agit de la charge maximale en entrée du système de traitement par jour estimée à partir des mesures journalières.  La station d'épuration est essentiellement dédiée à l'épuration des effluents industriels issus des zones industrielles de Bellevue et Grâces. L'exploitant a transmis le bilan de fonctionnement de la station de traitement pour l'année 2024. La charge entrante en 2024 a été de 2 177 kg de DBO <sup>5</sup> /j soit 41 % de la capacité organique du dispositif (5 270 kg de DBO <sup>5</sup> /j). Les volumes des effluents collectés en entrée ont été respectés avec une moyenne journalière de 3 121 m <sup>3</sup> .			
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les fichiers SANDRE seront à transmettre à la DDTM pour le bilan global de la charge entrante.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

## N° 2 : Gestion des boues

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 1.5.1 et 5.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Porter à connaissance

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Les boues étaient initialement épandues directement ou après compostage sur les terres d'exploitants agricoles.

L'unité de compostage située à Plouisy a fait l'objet de plaintes récurrentes des riverains pour odeurs ressenties qui ont eu pour conséquence la réduction progressive des volumes de boues traitée sur ce site.

Un incendie survenu sur la plateforme en février 2021 a conduit à l'arrêt d'activité sur celle-ci.

Aujourd'hui les boues ne sont plus exportées vers l'unité de compostage de Plouisy mais vers des plateformes de compostage pour une quantité d'environ 20 tonnes par jour.

Les quantités annuelles de boues produites par la Step de Grâce sont les suivantes :

Boues	Quantité annuelle brute (m³/j)	Quantité annuelle de matière sèche (tonnes de MS)
2020	5228	956
2021	4615	823
2022	3918	718

La gestion des boues est confiée à la société Suez en charge également du fonctionnement de la station de Grâce. Les unités de compostage n'ont pas signé de convention avec l'exploitant de la station.

**Les établissements traitant des boues issues de station de traitement mixte des eaux usées doivent être autorisés ou enregistrés au titre de la rubrique 2780-2 ou de la rubrique 2780-3 de la nomenclature des ICPE.**

À la lecture de la liste ci-dessous des destinataires de boues transmise par « Guingamp-Paimpol Eau », il s'avère que certains établissements ne sont pas autorisés.

Nom	Adresse	Tonnage annuel
Gautier Environnement	St-Barnabé (22)	1440
Velog Elorn	St Servais (29)	1800
ETA Tranchevent	Pluduno (22)	1920
Compofertil	Plougar (29)	720
Scc Environnement	Combours (35)	1080

On constate l'envoi journalier de 20 tonnes des boues par camion vers des unités de compostage éloignées et parfois situées à plus 100 km de la commune de Grâces.

Un dossier de porter-à-connaissance relatif à la valorisation des boues urbaines par changement de destination des exports avait été déposé par l'exploitant le 30/10/2023. Ce dossier identifiait la plateforme de compostage de Trégunc (29).

Le dossier devra être actualisé et complété en prenant en compte également des justifications à apporter à la fiche de constat n°3 ci-dessous.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les destinataires des boues sont régulièrement autorisés à recevoir et traiter des boues de station mixtes de traitement des eaux usées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Programme de surveillance du plan d'épandage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 5.2.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses des parcelles de références

**Prescription contrôlée :** Programme de surveillance:

[...] L'exploitant doit effectuer ou faire effectuer périodiquement les analyses suivantes:

Analyses	Sols <sup>(1)</sup>	Boues/composts <sup>(3)</sup>
Elément de caractérisation de la valeur agronomique [...]	- Avant le premier épandage et après l'ultime épandage sur les points de référence (1) - Ensuite prélèvement et analyse aux points de référence (parcelle de référence) effectivement épandus sur la campagne culturale considérée - Après l'ultime épandage	2 fois par an <sup>(2)</sup>
Eléments-traces métalliques [...] Composés-traces organiques [...]	- Avant le premier épandage et après l'ultime épandage sur les points de références - Au minimum tous les dix ans	1 fois tous les 2 ans
Agents pathogènes	-	1 fois par an

<sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup> [...]

**Constats :**

Alors que les boues sont actuellement intégralement envoyées vers des sites de compostage, l'exploitant souhaite conserver le plan d'épandage prévu dans l'arrêté préfectoral du 22 juin 2016. L'exploitant indique qu'il n'a pas élaboré de plan prévisionnel d'épandage pour l'année 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra se positionner sur le devenir des boues:

- en cas de maintien de l'épandage, l'exploitant devra présenter un état des lieux actualisé du plan d'épandage et démontrer que les prêteurs de terre sont en mesure de recevoir ces effluents et respecter l'équilibre de la fertilisation. Un plan prévisionnel d'épandage devra être établi avant la reprise des épandages.
- en cas d'arrêt global ou partiel de l'épandage l'exploitant devra effectuer des analyses sur les points de références des parcelles retirées du plan d'épandage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place des moyens de lutte contre l'incendie demandés lors de la précédente visite:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en place dans le périmètre du site d'une bâche souple de stockage d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> (à l'ouest du bassin d'aération ). Celle-ci doit être réceptionnée prochainement par le SDIS 22.</li> <li>• local de charge est désormais équipé d'un extincteur au CO<sub>2</sub>;</li> <li>• local centrifugeuse est désormais équipé de détecteur incendie.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Gestion des ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Audit structurel des ouvrages
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise .</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En l'absence d'un historique détaillé de l'évolution de la station d'épuration de Grâces, on peut affirmer que le premier arrêté préfectoral d'autorisation date du 4 mai 1998 et vise lui-même un arrêté préfectoral en date du 11 février 1972 portant une déclaration d'utilité publique de travaux d'assainissement.</p> <p>Une partie des ouvrages de la station d'épuration aurait été construit dans les années 80.</p> <p>Les éléments connus avec certitude concernant les travaux et les aménagements réalisés sur les ouvrages sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en 2006, une extension de 400 m<sup>2</sup> du bassin tampon;</li> </ul>

- en 2016, travaux de modernisation de la filière eau (traitement UV) et de la filière boues (centrifugation).

Au regard du constat visuel réalisé lors de l'inspection (présence de mousses et d'écoulements sur la goulotte du clarificateur), il est demandé à GPA de réaliser un audit structurel de l'ensemble des ouvrages de génie civil contenant des effluents (file eau et boues).

Avant toute chose, il conviendra de rechercher sur site et auprès du constructeur des ouvrages les garanties trentenaires de construction.

Les attendus de cet audit seraient une visite du site avec un rapport dimensionnel des ouvrages, un rapport photographique et le repérage de toutes fissures présentant un écoulement ou non.

Des mesures (non destructives) sont à mener avec le bureau d'étude pour déterminer les diamètres d'armatures et les enrobages.

Le bureau d'étude pourra proposer toute méthode d'investigation répondant aux attentes.

Dans cet audit, il sera demandé au bureau d'étude d'apprécier, au regard des reconnaissances, un degré de criticité structurel, et de durée de vie estimée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à GPA de produire cet audit complet dans un délai ne pouvant excéder le 31/12/2025, avec transmission de la proposition de programme d'audit avant le 30/06/2025 (indication des ouvrages à investiguer et protocole/points de mesures minimal prévu).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 9 mois

**N° 6 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 4.3.8 et 4.3.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

**- Article 4.3.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets:**

Les effluents rejetés doivent être exempts:

- de matières flottantes;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes [...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:

- Température: 30 °C
- pH: compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur: modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l [...]

**- Article 4.3.9.1. Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le TRIEUX, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies. [...]

Paramètre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DBO5	18	81
DCO	70	315
COD**	17	76
MES	20	90
NTK	6	27
NH4+	2	9

NGL	15		67,5	
Pt	0,6	0,5 sur les mois de juillet à octobre compris	2,7	2,25 sur les mois de juillet à octobre compris
	0,8*		3,2*	
Eschérichia-coli (nb/100 ml)	10 <sup>3</sup>			
Volume de référence (m³/j)	4500			
[...]				
<b>Constats :</b> L'extraction des données d'autosurveillance des rejets aqueux dans GIDAF pour la période de février 2024 à janvier 2025 montre que les valeurs limites d'émissions sur l'ensemble des paramètres fixés par l'arrêté d'autorisation sont respectées. Les fréquences de surveillance sont aussi respectées. Le bilan de fonctionnement de l'année 2024 montre que les rendements épuratoires globaux du dispositif sont bons pour l'ensemble des paramètres.				
<b>- Point sur le paramètre E.coli en 2023:</b> Les nombreux dépassements observés sur le paramètre E.coli pour l'année 2023 (32 dépassements pour 85 mesures soit 38 % de non conformes) s'expliquent par une concentration importante en fer dans les eaux brutes industrielles qui détérioraient le potentiel de désinfection des tubes néon du traitement UV. Cette présence de fer en quantité était liée en partie à l'utilisation de sel ferrique en prétraitement des rejets chez certains industriels du territoire. Les industriels concernés ont intensifié leur prétraitement sur le fer et ce paramètre a été ajouté dans les conventions de déversement. Pour l'année 2024, 83 des 93 analyses réalisées respectent la norme de rejet soit 89 % des analyses. Ce résultat montre une amélioration par rapport à 2023.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

#### N° 7 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi du déversement des boues
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout incident survenant sur la station de traitement, prévisible ou non, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et notamment susceptible de dégrader la qualité du rejet des eaux traitées, est porté à la connaissance du gestionnaire du cours d'eau récepteur et de l'inspection, par l'exploitant, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dès qu'il en a connaissance.</p>
<p>Plusieurs évènements ont été notifiés au service d'inspection en 2024 et 2025, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>02/06/2024</u>: surverse du canal entre le bassin tapon et le bassin d'aération suite à un colmatage du dégrilleur;</li> <li>• <u>12/09/2024</u>: départ de boues du clarificateur suite à un à-coup hydraulique (évènements pluvieux importants) et à une remontée du lit de boues par défaut de régulation d'une vis de relevage défectueuse;</li> <li>• <u>06/01/2025</u>: remontée du lit de boue dans le clarificateur liée à une surcharge hydraulique et panne de vis de régulation.</li> </ul> <p>Pour ce dernier accident, les circonstances et la chronologie de l'évènement et les actions mises en œuvre sont synthétisées ci-dessous :</p>

- Problèmes Initiaux (6-7 janvier 2025):

- Remontée du lit de boue dans le clarificateur par défaut de régulation par la vis de relevage (fonctionnement en mode dégradé).
- Actions immédiates : Réduction du by-pass BT, arrêt de la pompe de vidange, augmentation de la recirculation à 150 %, arrêt de certaines turbines pour éviter les à-coups hydrauliques.
- Interventions nocturnes : Augmentation du taux de recirculation à 170 %, arrêt des turbines proches du rejet BA.

- Suivi et Ajustements (7-8 janvier):

- Alarmes de turbidité : Interventions pour ajuster les paramètres de fonctionnement.
- Délestage : Réduction des débits admis sur la STEP Grâce en délestant vers Pont-Ezer.
- Injection de coagulant : Pour améliorer la décantation des boues.
- Surveillance accrue : Maintien d'une vigilance renforcée sur les niveaux et la turbidité.

- Stabilisation et Nouveaux Défis (8-10 janvier):

- Pluviométrie élevée : Augmentation des débits entrants, nécessitant des ajustements continus.
- Départs de boues : Épisodes récurrents malgré les actions correctives.
- Coagulant organique : Livraison et mise en service pour stabiliser le lit de boue.

- Actions Continues (14-15 janvier):

- Délestage et tamponnage : Réduction des débits entrants et extraction des boues.
- Maintenance : Interventions sur les centrifugeuses et préparation de la vis de régulation.
- Surveillance renforcée : Suivi des niveaux et de la turbidité, ajustements continus.

- Situation en Février:

- Stabilisation progressive : Retour à des conditions de fonctionnement plus normales.
- Actions à venir : Renouvellement des équipements du traitement UV, déstockage des boues, et préparation des travaux sur la vis de régulation.

- Constats in situ des étages de la station de traitement lors de la visite d'inspection :

Le poste de relevage est équipé de 3 pompes et d'un dégrilleur/tamiseur. Les refus de tamisage sont orientés vers une filière déchet gérée par SUEZ.

Lors de la visite, le bassin tampon était au niveau bas (184 cm au lieu 400 cm habituel).

La vis de régulation était retirée dans l'attente de sa remise en état.

Dans l'attente de la remise en service de la vis, on note la mise en place d'une pompe flottante de 500 m<sup>3</sup>/h.

Le bassin d'aération équipé de 8 aérateurs étaient à l'arrêt au moment de la visite.

Pas de situation anormale constatée visuellement au niveau du clarificateur.

- Traitement UV : les lampes UV ont connu une usure prématurée due à des eaux industrielles riches en fer.

Suite à un traitement renforcé par certains industriels, les concentrations en fer des eaux en entrée station ont diminué.

Il est prévu prochainement le remplacement des composants électriques du traitement UV.

Le pilotage de la station est réalisé dans un poste de contrôle informatique par synoptique.

Dans le local traitement des boues, les 3 centrifugeuses étaient à l'arrêt au moment de la visite.

Deux bennes de boues sont expédiées chaque jour.

Les équipes ont dû faire face à des charges hydrauliques assez exceptionnelles. Le traitement des boues a nécessité des interventions continues et des ajustements des paramètres de fonctionnement.

La situation s'est progressivement stabilisée grâce aux actions mises en place et à la surveillance

renforcée des rejets et des eaux de surfaces. Des rapports d'incidence avec les mesures prises ont été régulièrement communiqués par GPA au service d'inspection. L'inspection note également qu'une poire de niveau a été installée devant le dégrilleur suite au dysfonctionnement survenu le 2 juin 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - <u>Arrêt de la 2G fin 2025</u> : il est demandé à l'exploitant d'être vigilant lors du basculement vers la nouvelle génération de transmission d'informations.  - <u>Diagnostic des ouvrages et des équipements</u> (voir les demandes formulées dans les fiches de constats 3 et 5 du présent rapport): Certains ouvrages datent de la création de la station dans les années 70/80. L'exploitant devra établir un diagnostic des ouvrages afin de déterminer leur état et la nécessité ou non d'un plan de remplacement ou de rénovation.  - <u>Analyse des risques de défaillance</u> (voir les demandes formulées dans les fiches de constats 3 et 5 du présent rapport): L'exploitant devra présenter une analyse des risques de défaillances matérielles ou humaines sur chaque élément de la chaîne de traitement, leurs effets et identifier celles pouvant porter atteinte de façon importante à l'intégrité du traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 8 : Analyse des risques de défaillance - Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 4 - Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'analyse des risques de défaillance
<b>Prescription contrôlée :</b> - <u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 21/07/2015:</u> Les systèmes d'assainissement des eaux usées destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 12 kg/j de D <sub>2</sub> O font l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau. Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO <sup>5</sup> , l'analyse des risques de défaillance est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau au plus tard le 31 décembre 2021.  - <u>Article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 22/06/2016:</u> L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
<b>Constats :</b> Les incidents survenus sur la station fin 2024 et début 2025 ont mis en exergue la nécessité de faire une analyse des risques de défaillance et des mesures à mettre en œuvre pour éviter ou limiter les impacts en cas de défaillances du système. L'exploitant a transmis une étude de danger réalisée en 2016 à partir de 3 phénomènes dangereux identifiés dans la base de données d'accidentologie: <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'incendie;</li> <li>• les risques de déversement de produits chimiques;</li> <li>• l'explosion.</li> </ul>

<p>Tout d'abord cette étude de danger (EDD) n'est plus à jour compte tenu de l'évolution des conditions de traitements, des méthodes organisationnelles et des produits chimiques utilisés (détection et moyens de lutte contre l'incendie, remplacement du chlorure ferrique par des sels d'aluminium etc...).</p> <p>Ensuite cette EDD ne prend pas en considération les barrières techniques et humaines mises en place ainsi que leur niveau de confiance pour empêcher la survenue de l'évènement redouté central, précurseur des phénomènes dangereux.</p> <p>En conséquence cette étude est insuffisante pour prévenir les accidents de fonctionnement susceptibles de générer une pollution accidentelle dans le milieu récepteur (eaux naturelles).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'élaborer une analyse de risques de défaillance articulée autour des points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'inventaire des défaillances possibles (matérielles ou humaines);</li> <li>• l'identification des équipements et des interventions sensibles, susceptibles d'entraîner l'apparition de ces défaillances;</li> <li>• l'analyse de l'incidence des périodes d'entretien et des grosses réparations.</li> <li>• la définition des propositions d'actions correctives adaptées à chaque situation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Surveillance des eaux de surface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux de surface
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en amont et en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Paramètres physico-chimiques (DCO, COD, NTK, PT)   Amont station de Grâces/Aval station de Pont-Ezer   2 fois par mois</li> <li>• IBGN en amont station de Grâces/Aval station de Pont-Ezer   1 fois/an à l'étiage</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser le suivi IBD en 2024.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de suivi milieu pour l'année 2023.</p> <p>La comparaison amont-aval sur le TRIEUX révèle une augmentation de la note IBD sans conséquence concernant la classe de qualité, restant celle-ci « Bonne » à l'amont comme à l'aval. La note IPS reste la même pour les deux stations analysées. Cependant, on trouve des différences importantes en ce qui concerne les paramètres structurels des peuplements, la richesse, la diversité et l'équitabilité étant plus élevées à l'aval du rejet de la STEP de Grâces.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le suivi IBD 2025 devra être réalisé et transmis au service d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois